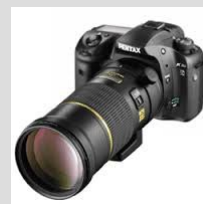




FOCUS



Juillet 2019

8 / 2 0 1 9

e-mail : fo.drifip44@dgfip.finances.gouv.fr

INTERVIEW DANS LA PRESSE : LA DIRECTRICE MYTHONNE ?



Notre directrice régionale, Mme Véronique PY suit à la lettre, son cadrage ministériel. Rappelez-vous dans la feuille de route émanant de la DGFIP, il était précisé que :

« (...), le recours à la presse(...) doit s'apprécier au

regard du contexte local, et en particulier des réactions suscitées par le lancement de la concertation pour expliquer la démarche.

Ainsi, si la concertation suit son cours sur une base apaisée et constructive, il n'est pas indispensable de communiquer par ailleurs par voie de presse.

A l'inverse, si de **fausses informations** circulent, il peut être utile de les dissiper par voie de presse.

Dans cette hypothèse, la même logique de progressivité et d'adaptation de l'intensité du message aux circonstances du moment s'impose. Ainsi, un contact « en off » avec un journaliste peut suffire et /ou précéder la remise d'informations pour préparer un article et/ou précéder une interview et/ou précéder une conférence de presse. »

La DRFiP44 a donc été interviewée par Ouest-France ([voir article en date du 16 juillet](#)).

Une nouvelle fois, la ficelle consiste à dire que ceux qui diffusent des informations auprès de la Presse seraient des menteurs. C'est suggéré savamment mais c'est bien l'idée.

Extrait : à la question de OF, « *Pourtant, de nombreux élus expriment leur mécontentement. Pourquoi, à votre avis ?* », la directrice répond « *Ils n'ont eu, dans un premier temps, que des informations diffusées par les syndicats* ».



Cet argument aurait pu faire douter les agents de la DRFiP44 par le passé, mais les prestations récentes de la directrice lors de la présentation de la « géographie revisitée », ont été significatives !

Nombre de collègues ont été stupéfaits par le mépris affiché et les réparties

acerbes qui visaient, selon eux, à éviter le débat !

En outre, qui l'a empêchée d'informer ses interlocuteurs privilégiés que sont les élus ? Personne !

Elle a bien su aller les trouver pour essayer de leur vendre le concept de l'agence comptable au début 2019 (en l'absence des comptables, pourtant interlocuteurs quotidiens des ordonnateurs!)

Quant à la concertation¹, la fameuse feuille de route précise que les marges de manœuvre des directions sont :

- ✓ le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes (en nombre constant par rapport à la carte d'entrée en négociation);
- ✓ le lieu d'implantation des points d'accueils de proximité mutualisés, et leur nature (permanence en mairie, présence ponctuelle en maison France services, permanences physiques ou visio), voire le nombre (il est possible de proposer plus d'accueils de proximité) ainsi que les jours ou créneaux de présence d'un agent de la DGFIP ;
- ✓ le lieu d'implantation du conseiller aux élus et l'augmentation de leur nombre, pourvu qu'ils restent implantés dans les territoires et non au chef-lieu du département.
- ✓ le cadencement des opérations entre 2020 et 2022

Les points qui devront être validés avec la centrale sont les suivants :

- ➔ l'éventuelle création d'antennes pérennes supplémentaires
- ➔ l'implantation de services de métropoles
- ➔ le décalage d'opérations après 2022
- ➔ l'ajustement du nombre de structures (sans remettre en cause l'équilibre du projet).

**Bref il s'agit d'aller négocier la
marque de la chaîne avec laquelle
le réseau va être étranglé !
Non merci !**



¹ -Pratique qui consiste à faire précéder une décision d'une consultation des parties concernées.

Par ailleurs, la DRFiP44 affirme que « *Le réseau tel qu'il existe a été pensé au XIX^e siècle, il fallait le repenser.* ».

Il n'a pas déjà été repensé le réseau des trésoreries depuis ? 20 trésoreries supprimés en Loire-Atlantique en une vingtaine d'années par exemple :

- x Herbignac,
- x le Croisic,
- x Montoir,
- x Mindin,
- x Bourgneuf en Retz ,
- x St-Gildas des Bois,
- x St Nicolas de Redon,
- x Derval,
- x Nozay,
- x St-Etienne de Montluc,
- x le Pellerin
- x Bouaye
- x St-Philbert de Grandlieu,
- x Legé,
- x Aigrefeuille,
- x Vallet,
- x Riaillé,
- x St-Mars,
- x Varades,
- x Ligné.

Et les métiers, ils n'ont pas changé ??? réduire le travail en trésorerie à « *encaisser les recettes et payer les dépenses* » c'est faire bien peu cas du travail quotidien des agents !

Enfin, il est très étonnant de constater que la directrice évoque des trésoreries à 3 ou 4 agents qui du coup « *ne fonctionneraient pas toujours très bien* » ce qui justifierait de plus gros services plus « *efficaces* » ???

Il n'y en a aucune trésorerie de cette taille dans le 44, preuve à l'appui (tableau ci-dessous) !



Vous constaterez que soit la directrice ne connaît pas bien son département, soit elle fausse sciemment la réalité !

Les chiffres actuels

Trésorerie	Effectif théorique / réel	Trésorerie	Effectif théorique / réel
Ancenis	14 / 14,1	Machecoul	9 / 8,7
Blain	7 / 5,5	Nort	7 / 7,8
Carquefou	11 / 10,9	Paimboeuf	10 / 8,8
Châteaubriant	12 / 11,4	Pontchâteau	8 / 7,8
Clisson	8 / 7,7	Pornic	9 / 8,6
Gueméne-P	5 / 5,4	St-Herblain	17 / 14
Guérande	8 / 6,9	Savenay	9 / 8,3
La Baule	11/10,2	Vertou	11 / 11,1
Le Loroux-B	10 / 10,1		

Sur la situation de blocage avec les représentants des Personnels, il faut bien avouer que discuter avec une directrice en perpétuel numéro de provocation n'est pas chose aisée. Et que c'est un choix délibéré d'évitement dans le « dialogue » social (pour ne pas parler de monologue asocial!).

D'ailleurs, a-t-elle eu un simple mot pour les agents qu'elle va obliger à faire plus de 50kms matin et soir ? Ou qui vont devoir changer de métier contre leur gré ? Bien évidemment non !

Elle ose même se dire sereine concernant la gestion des "ressources humaines"

A **FO**, nous lui répondons que parler en ces termes des agents c'est inhumain ! A nous, collectivement, de démonter ce plan de destruction de la DGFIP.

Suggestion: faites part à la DRFiP44 de votre mécontentement à la lecture de cet article sur la boîte aux lettres réservée à la « Géographie revisitée »

nouveaureseau44@dgfip.finances.gouv.fr

Voilà de quoi inciter les derniers hésitants à rejoindre la mobilisation à la rentrée !

Dès maintenant, partout et par tous les moyens et à partir du 16 septembre tous ensemble, dans la grève et dans toutes les formes qui seront décidées collectivement, amplifions la mobilisation pour gagner l'abandon de la géographie revisitée et la satisfaction de nos revendications !